

pays. Au fait, les députés de l'opposition font toujours preuve de pessimisme, ne parlent que de lumière noire et ne cessent de verser des larmes de crocodile.

Par ailleurs, leur attitude contraste vivement avec celle des étrangers qui visitent le Canada et sont remplis d'admiration, pour ne pas dire d'ébahissement, en voyant les vastes potentialités qu'offre notre pays.

A la lumière de l'énumération que je viens de faire, ne peut-on pas dire que le gouvernement actuel a vraiment fait énormément pour donner aux Canadiens l'opportunité de profiter au maximum des richesses du pays?

Les libéraux se plaisent à dire que tout est à la veille de s'effondrer. Au fait, s'il fallait les écouter, on se croirait rendu à la fin des temps.

Monsieur l'Orateur, je préfère écouter des paroles sages comme celles du premier ministre du Nigeria de l'Est, qui déclarait, lors d'une récente visite au Canada: «Messieurs, vous vous plaignez de vos problèmes, mais soyez assurés qu'ils sont insignifiants comparés aux nôtres.»

L'hon. M. Martin: Certainement.

L'hon. M. Martineau: Et pour parler d'un pays plus près du nôtre, il y a quelques semaines, une délégation économique française visitait le Canada. Or le président de cette délégation, un ancien ministre de la France et président honoraire de la Banque de France, un des plus grands financiers de l'Europe, déclarait: «Vous vivez dans un monde de grande abondance; si seulement vous saviez en tirer le plus grand avantage.»

Ce même personnage nous disait aussi que dans son pays, on étudiait sérieusement toutes les possibilités qu'offre le Canada en vue d'y faire des placements de capitaux importants.

Monsieur l'Orateur, des propos semblables sont tenus par à peu près tous les gens sérieux qui visitent notre pays. Au fait, je lisais dans les journaux d'hier qu'un Américain du Texas, un M. Murchison, parlait à peu près dans les mêmes termes, alors qu'il énumérait tous les avantages qu'offre le Canada. Pour lui, le Canada n'est pas en train de s'effondrer, contrairement à ce que les libéraux essaient de nous faire croire depuis si longtemps. M. Murchison est-il d'avis que l'on ne peut redonner à notre pays son équilibre? Non. Il voit déjà dans notre pays tous les éléments nécessaires à la prospérité et, de fait, un large degré de prospérité déjà existant.

Monsieur l'Orateur, je ne veux certes pas prétendre que notre pays ne peut progresser davantage. C'est précisément pourquoi nous légiférons et nous demandons à la Chambre d'étudier cette mesure tendant à établir un

Office national d'expansion économique, dont les fonctions seront de poursuivre les buts que j'ai indiqués précédemment, et dont le travail se traduira par des résultats tangibles parmi lesquels on pourra noter un nouvel essor de la productivité, une fabrication accrue des produits au Canada, un nouvel enrichissement des Canadiens à qui seront donnés l'opportunité de placer des capitaux dans de nouvelles entreprises canadiennes, un accroissement de l'embauchage et un niveau de vie plus élevé.

A titre de citoyen de la province de Québec et, de concert avec mes compatriotes, je me réjouis au spectacle d'un Canada devenant ainsi plus grand et économiquement plus fort.

Monsieur l'Orateur, voilà les raisons pour lesquelles je suis heureux de présenter cette motion, étant convaincu qu'elle sera suivie d'une nouvelle ère de collaboration entre les Canadiens, qu'ils soient des hommes de science, des financiers, des industriels, des professionnels ou des universitaires.

Travaillant à l'unisson, et ignorant cette «partisanerie» dont on est trop souvent témoin en cette enceinte, de l'autre côté de la Chambre, nous saurons atteindre les objectifs que vise le projet de loi à l'étude.

(Traduction)

M. Walter Gordon (Davenport): Monsieur l'Orateur, tous les députés ont sans doute suivi avec intérêt le discours du ministre, au cours duquel il a traité de nombreux sujets, mais ne nous a pas dit grand-chose du présent bill. Les membres de l'opposition sont favorables à ce bill, dans la mesure où il prévoit une certaine planification économique à long terme, initiative que nous préconisons depuis si longtemps.

Le programme libéral, qui a été mis au point avant les élections de juin, contient, en page 10, une proposition prévoyant l'institution d'un conseil économique. Voici ce que dit la proposition:

Les membres du Conseil posséderont une vaste expérience dans les domaines des affaires, des questions ouvrières, de l'agriculture, du gouvernement et de l'entreprise publique. Ils devront pouvoir s'appuyer sur un personnel spécialisé.

La fonction du Conseil consistera à se tenir au courant de ce qui se passe et de ce que l'on projette dans l'économie canadienne. Il étudiera les tendances et publiera des rapports sur les perspectives. Il permettra au secteur public et au secteur privé, aux ouvriers et aux agriculteurs, de se faire ensemble une opinion raisonnée sur les besoins et les objectifs économiques. Le Conseil soumettra ensuite au gouvernement des vœux sur la planification de sa propre activité ainsi que sur les mesures propres à favoriser le plein rendement et l'expansion économiques.

Le programme du parti libéral lors des élections de 1958 renfermait une proposition